Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 81 (1993)

Heft: 4

Artikel: Cessez toute violation !

Autor: Ballin, Luisa

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-280283

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

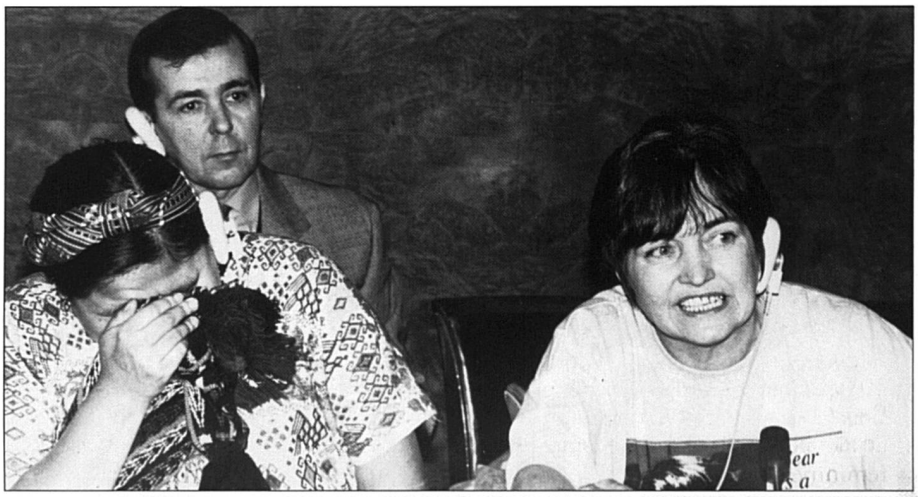
Download PDF: 20.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Cessez toute violation!

Dans de nombreux pays, les droits des femmes et des hommes sont bafoués. Des femmes dénoncent.

La 49e session de la Commission des droits de l'homme* qui s'est tenue à Genève du 1er février au 12 mars, a vu défiler cette année de nombreuses femmes, venues des quatre coins du globe, mais surtout des pays où les droits élémentaires de la personne continuent d'être bafoués. L'un des évènements de cette session fut sans conteste la venue à Genève d'une délégation de Prix Nobel de la paix, emmenée par la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, qui après avoir assisté pendant dix ans aux travaux de la commission «au fond de la salle avec mes amis des ONG» (Organisations non gouvernementales) a été reçue «par la grande porte», tel un véritable chef d'Etat et nommée ambassadeur de bonne volonté pour les droits de l'homme (titre décerné par le secrétaire général de l'ONU, pour la première fois de l'histoire de la commission).



Mairead Maguire aux côtés de Rigoberta Menchu, effondrée. (Photo H. Salgado)

Prise de conscience

Accompagnée des Irlandaises Betty Williams et Mairead Maguire, de l'ex-président du Costa Rica Oscar Arias, de l'Argentin Adolfo Perez Esquivel et d'Elie Wiesel, la «pasionaria» de la cause indigène a demandé à la communauté internationale de faire pression sur les autorités birmanes, afin d'obtenir la libération de leur consœur, la dirigeante birmane Aung San Suu Kyi (lauréate du Nobel de la paix en 1991), assignée à résidence depuis 1989 par la junte au pouvoir à Rangoon.

Pour la première fois sans doute, les représentants des cinquante-trois Etats membres qui siègent à la CDH, ainsi que les nombreux observateurs qui participent aux délibérations du plus grand forum inter et non gouvernemental de la planète, ont pris conscience de l'universalité de l'engagement des femmes pour d'autres femmes. Après le combat de Rigoberta la Guatémaltèque et de Betty et Mairead les Irlandaises en faveur de San Suu Kyi la Birmane, l'Américaine Geraldine Ferraro (qui fut candidate à la vice-présidence des Etats-Unis) et la Nicaraguayenne Bianca Jagger (ex-épouse du chef de file des Rolling Stones, devenue cinéaste et chantre de la cause des réfugiées) sont venues apporter leur soutien aux femmes de Bosnie-Herzégovine. Elles ont fait pression, chacune à leur manière, afin que soit adoptée la résolution historique qui condamne le viol comme crime de guerre.

Pas de repentir

Le sort des «confort women», ces femmes utilisées comme «esclaves sexuelles» par les soldats japonnais lors de la Deuxième Guerre mondiale, a également été évoqué. Les participantes et participants de la Conférence asiatique réunis dans l'enceinte du Palais des Nations ont rappelé que le Japon «n'a démontré jusqu'à présent aucun signe de repentir pour ses fautes passées et a évité de faire face à ses responsabilités de réparer ses torts, après la guerre».

Et que dire du témoignage de l'épouse d'Akbar Ghorbani, membre des Moudjahidine du peuple, réfugié politique en France et enlevé en 1992 à Istanbul «par des agents du régime des mollahs. Le corps de mon mari, torturé, mutilé (elle nous montre des photos insoutenables) a été découvert par la police turque, après les aveux de personnes aux ordres de Téhéran», raconte-t-elle d'une voix presque inaudible, levant rarement les yeux. Mme Ghorbani narre le calvaire des femmes iraniennes «opprimées, emprisonnées, lapidées et soumises aux pires brutalités».

Impunité insoutenable

Les femmes latino-américaines continuent également d'être la cible de la violence, à la fois domestique et institutionnalisée par les dictatures qui ont ensanglanté le continent.

Loyola Guzman, légendaire résistante venue du Salvador, a déclaré, au nom de la Fédération latino-américaine des Associations de parents de détenus et disparus, que «le problème de l'impunité est l'une des causes génératrices de nouvelles violations des droits de l'homme»*, sans compter les «disparitions» forcées qui continuent de se produire dans des «démocraties» telles que le Pérou, la Colombie ou le Guatemala.

L'histoire de Laura illustre parfaitement la tragédie de ces «desaparecidos», qui resteront à jamais la honte des juntes militaires qui se sont succédé à Buenos Aires, à Montevideo et à Santiago du Chili notamment. Laura Scaccheri, 15 ans aujourd'hui, n'avait que 2 ans lorsque les «forces conjointes», aux ordres des militaires argentins, vinrent arrêter ses parents qui se trouvaient en sa compagnie dans un appartement de Buenos Aires. Des voisins «qui abritaient les militaires qui firent irruption chez nous, s'emparèrent de moi et m'inscrivirent illégalement comme étant leur fille», raconte l'adolescente, qui vécut pendant huit ans dans une famille qu'elle croyait être la sienne. Son destin change le jour où les Grand-mères de la place de Mai, celles que la junte appelait avec dédain «les folles de Mai», retrouvent sa piste et demandent à sa famille adoptive de la rendre à sa tante. Ses parents, ainsi que 30 000 autres Argentin-e-s, sont toujours «portés disparus».

«Ni haine ni compassion»

«Au début, je ne voulais pas quitter cette famille. Puis, grâce à ma tante et aux psychologues qui travaillent avec Las Abuelas, j'ai compris le mal que ces gens m'avaient fait en me volant mon identité et en me disant qu'ils m'avaient adoptée parce que j'étais une enfant abandonnée. Ce qui est le plus grand mensonge que l'on puisse dire à un enfant.»

«Ce que je ressens désormais à leur égard? Ni haine ni compassion. Pourquoi suis-je venue témoigner à la Commission des droits de l'homme? Pour dire que cela ne doit plus jamais se reproduire et surtout pour rappeler que si cinquante-quatre enfants ont pu être retrouvés (dont sept morts) grâce à la persévérance des Mères et grand-mères de la place de Mai, plus de quatre cents enfants manquent toujours à l'appel de leur famille. Pour rappeler aussi que les coupables de ce crime atroce ont été amnistiés. Je dois vous dire également que j'ai eu les pires difficultés pour sortir de mon pays, qui pourtant vit en pleine démocratie, car le juge ne m'a permis de m'absenter que pendant quinze jours. Une sorte de liberté sous surveillance», conclut-elle tristement.

Le monde serait-il moins cruel si les femmes voyaient enfin les valeurs en lesquelles elles croient – la tolérance et le dialogue, non la confrontation – triompher? C'est ce qu'a laissé entendre la ministre de la Condition féminine de la Nouvelle-Zélande, Jenny Shipley, pour qui les femmes devraient jouer un rôle plus important au sein des organismes onusiens qui s'occupent des droits de la personne.

Luisa Ballin,
correspondante au Palais des Nations

* Note de la rédaction: nous aurions évidemment préféré que l'on parle du droit de l'être humain, d'ambassadrice pour les droits de la personne, etc., mais nous sommes tenus de respecter l'authenticité des paroles prononcées et des nomenclatures officielles.

Une journée placée sous le signe de la solidarité. Ci-dessus le cortège genevois, masques et femmes en noir.

Un 8 mars international

La Journée internationale des femmes a été diversement célébrée à travers le monde, marquée sans conteste par la solidarité avec les femmes de Bosnie. Lecture de presse des principales manifestations du 8 mars dernier.

A Genève, elles étaient plus de cinq cents à manifester devant le Palais des Nations. Elles ont remis au président de la Commission des droits de l'homme une pétition exigeant que le viol en temps de guerre soit reconnu comme «crime contre l'humanité» et que l'enquête soit menée par une femme.

Même combat et mêmes revendications en Allemagne, où plusieurs organisations féministes ont également exprimé leur solidarité. L'Internationale socialiste a exigé que les viols liés à la guerre soient reconnus comme «un motif légitime de droit à l'asile». A Stuttgart, des représentantes d'Amnesty International énonçaient les mêmes demandes.

Dans plusieurs villes d'Italie, des mouvements féministes, pacifistes et syndicaux sont descendus dans la rue pour protester contre les viols collectifs.

A Strasbourg, près de deux cents personnes, silencieusement, soutenaient cette même cause sur le parvis du Palais de l'Europe. La secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Catherine Lalumière, et les ambassadeurs des vingt-six Etats membres ont observé une minute de silence au milieu des manifestants vêtus symboliquement de noir.

En Turquie, quelques centaines de femmes protestaient à Ankara devant le bureau de l'ONU, où elles ont déposé une «couronne mortuaire» en guise de deuil.

A New York, le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, a dénoncé dans un message la «violence sexuelle» contre les femmes, une «abomination symptomatique des nouvelles tactiques vicieuses utilisées dans certains pays comme une arme de guerre pour dégrader et humilier des populations entières».

Soulignant qu'il attendait beaucoup de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes qui doit se tenir à Pékin en 1995, M. Boutros-Ghali a ajouté: «J''espère que, bien avant cette date, la communauté internationale aura pris des mesures pour mettre fin à ce regain de barbarie et punir les responsables.» Il a également rappelé que, pour le cinquantième anniversaire de l'organisation, en 1995, il s'est fixé comme objectif d'atteindre une proportion de femmes occupant des postes d'administratrice au sein de l'ONU égale à celle des hommes.

Europe

A Bruxelles, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le groupe socialiste du Parlement européen a publié des statistiques sur le nombre des femmes siégeant dans les parlements des douze pays membres de la CEE proportionnellement à leur population. La Grèce (4,3%), la France (5,7%) et le Portugal (7,6%) sont les états qui arrivent en queue de liste. En tête se trouvent le Danemark (33%), les Pays-Bas (25%), l'Allemagne (20,7%) et la Belgique (19%). Quant aux autres pays, ils se situent dans une fourchette de 8,7% à 14,6%.

Le groupe socialiste du Parlement (composé d'une majorité d'hommes) n'a fait aucun commentaire. A noter que le Parlement européen ne compte à ce jour que 20% de femmes parlementaires.

Une centaine de femmes ont protesté sur la place Saint-Pierre à Rome contre la récente lettre du pape Jean-Paul II invitant les femmes violées de Bosnie à ne pas avorter et à pardonner à leurs bourreaux. Dans une salle, à quelques mètres de là, des femmes catholiques participant à un congrès diocésain ont défendu l'initiative du souverain pontife. La présidente de l'Action catholique de Rome, Mme Emma Cavallaro, a qualifié «d'ignobles exploitations» les protestations «de groupuscules» de femmes contre la lettre de Jean-Paul II.

A Moscou, c'est par un concert de casseroles, de poêles et de cuillères qu'a été célébrée la journée du 8 mars. Au milieu d'une foule de plus d'un millier de personnes, des femmes – relativement âgées pour la plupart – ont protesté contre la pénurie et la pauvreté engendrée par la politique de celui qu'elle nomment «le boucher du peuple russe», Boris Eltsine.